

Naissance d'une nation : l'Éthiopie de Théodore à Haylä Sellasé

Michel Perret

Maître de conférence honoraire à l'INALCO

Les deux grandes figures de l'Éthiopie moderne furent sans aucun doute l'empereur Ménélik II et le négus Haylä Sellasé. Michel Perret auteur de « La guerre d'Éthiopie et l'opinion mondiale, 1932-1941 » (1986), nous explique comment, malgré les embûches de la politique internationale et une misère endémique, ces deux fortes personnalités surent faire de l'Éthiopie le premier État indépendant d'Afrique.

Un pays au passé prestigieux

Le nom de l'Éthiopie apparaît dans la Bible et dans Hérodote. Il figure sur toutes les cartes et mappemondes du Moyen Âge. Mais ce n'est, évidemment, pas l'Éthiopie d'aujourd'hui dont les frontières internationales ont été fixées à la fin du XIX^e siècle. Le terme désignait alors, et jusqu'au XV^e siècle, une région vaste et imprécise au sud de l'Égypte, le pays des Noirs : en grec, *aithiopoulos* qualifie l'homme « au visage brûlé ». Après les voyages des Portugais sur la route des Indes, on l'identifia clairement avec ce pays de la Corne de l'Afrique où l'on pensait avoir trouvé le fabuleux royaume du Prêtre Jean. Les nombreux écrits des Jésuites, qui tinrent une mission en Éthiopie de 1557 à 1633, décrivirent avec précision ce royaume chrétien, encerclé par les musulmans, qui occupait une région de hautes terres difficilement accessibles entre les rives arides de la mer Rouge et la boucle du Nil bleu.

Ce pays, pas aussi fabuleux qu'on l'avait jadis imaginé, n'en avait pas moins un passé prestigieux, qui remontait, avec le royaume d'*Aksum*, aux premiers siècles de notre ère. Le christianisme s'y était implanté dès le IV^e siècle et les empereurs s'y disaient descendants d'un fils de Salomon et de la reine de Saba, appelé Ménélik. Au XVI^e siècle, après une rude guerre contre les musulmans et sous l'irrésistible pression des populations du Sud, les *Oromo*, le royaume s'était resserré dans la région centrale autour du lac Tana. Les empereurs s'installèrent, pour la première fois, dans une capitale fixe, *Gondar*, qu'ils dotèrent de somptueux palais. Mais leur influence était limitée au sud par leurs turbulents voisins Oromo et le brillant émirat de Harar, au nord par les Ottomans qui occupaient toute la côte de la mer Rouge.

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'empire se défit sous l'effet des rivalités entre les princes et du morcellement régional. Au milieu du XIX^e siècle, Gondar était en ruines, l'empereur sans pouvoir et le pays en proie à la guerre et au brigandage. Or, c'est précisément à ce moment-là que commença à se manifester l'impérialisme européen. Les Anglais installés à Aden dès 1839 et les Français à Obock et Tadjoura guettaient l'occasion d'intervenir, les Italiens n'allaient pas tarder. L'unité et l'indépendance du pays se trouvaient en danger.

Théodore II, héros national...

Un petit chef *amhara*, sans lien avec la famille impériale, ayant vaincu un à un les principaux seigneurs de la guerre, réussit à rétablir l'unité à son profit et se proclama empereur sous le nom de Téwodros – Théodore II – en 1855. Il chercha à réformer et à moderniser son royaume, mais il fut victime d'une ambition mal calculée. Il avait imprudemment défié l'Angleterre, en retenant des otages européens. Une puissante expédition militaire britannique traversa victorieusement le pays et vint le défaire dans sa capitale montagnarde de Magdala, en 1868. Il se suicida pour échapper au déshonneur, laissant le souvenir d'un héros national, mais une situation désastreuse. L'Angleterre se retira : elle avait mesuré la difficulté de l'occupation du pays et ne souhaitait pas s'installer. Mais le problème de l'indépendance restait posé.

...et Jean IV, roi guerrier

Théodore fut remplacé par un autre prince qui n'était apparenté que de loin à la famille impériale et qui avait la particularité d'être non pas *amhara* mais tigréen : pour la première fois depuis Axoum le centre du pouvoir revenait au Nord. Pour peu de temps. L'empereur Yohannès – Jean IV – couronné en 1872, dut lutter sur trois fronts : contre les Égyptiens du khédive Ismaïl qui voulaient élargir leur empire ; contre les mahdistes soudanais – les « derviches » – qui menaçaient à l'ouest ; et contre les Italiens qui, s'étant installés à Massawa en 1885, voulaient faire la conquête du haut plateau. Il contint les uns et les autres mais fut tué sur le champ de bataille dans la guerre contre les derviches en mars 1889. La cohésion de l'empire était à nouveau menacée.

Ménélik II, empereur du premier État indépendant d'Afrique

C'est alors que s'imposa un homme exceptionnel, qui fut le fondateur de l'Éthiopie moderne : Ménélik roi du Choa, qui se fit couronner empereur dès le mois de novembre 1889, sous le nom de Ménélik II, se rattachant ainsi symboliquement au fondateur mythique de l'Éthiopie antique. Il était l'héritier de la dynastie des princes du Choa, qui constituait une branche cadette de la famille impériale dont il pouvait ainsi se dire légitimement l'héritier, alors que ses deux prédécesseurs étaient des intrus dans cette prestigieuse lignée. Cela fit sa force.

Mais ce n'était pas suffisant. Il avait surtout une forte assise territoriale et une puissance militaire considérable. Depuis plus d'un siècle, le pouvoir des empereurs était réduit à néant et le pays était divisé entre quatre grandes principautés à peu près autonomes : Tigré au nord, Godjam et Bégämeder au centre, Choa au sud. Le Choa était le plus puissant : le roi Sahlä Sellasé (1813-1845), grand-père de Ménélik, l'avait considérablement étendu en commençant la conquête du Sud. Les nouveaux territoires, peuplés surtout d'Oromo, musulmans ou païens, ne dépendaient pas de l'empire de Gondar qui était resté limité aux vieux pays chrétiens du haut plateau, au nord de l'Abbay. Ménélik continua la conquête jusqu'aux confins du Kenya, de l'Ouganda et du Soudan qu'étaient en train de coloniser les Anglais.

Internationalement reconnu

Il s'imposa aussi par son habileté diplomatique et son réalisme politique, qui confinait parfois au cynisme, pour le plus grand bien de l'État. Il s'appuya en effet sur l'Italie pour écarter ses rivaux, en attendant d'incarner, quelques années plus tard, la résistance à la colonisation. Le 2 mai 1889, il signa avec les Italiens, qui avaient entrepris la conquête de l'Erythrée, un traité, dont le nom est connu sous sa graphie italienne comme le traité d'Ucciali, qui lui assura l'appui italien et la reconnaissance internationale, atout majeur dans la course au pouvoir. Il se fit couronner empereur ou, plus précisément « roi des rois », *negusä nägäst*, le 3 novembre 1889. Les Italiens, de leur côté, créaient la *Colonia Eritrea* le 1^{er} janvier 1890. Mais, dès l'année suivante, Ménélik dénonça les frontières de la colonie, ainsi que l'interprétation abusive que les Italiens faisaient du traité

d'Ucciali, en réclamant un véritable protectorat diplomatique sur l'Éthiopie. Il s'appuya alors sur la France, qui n'avait pas d'ambition territoriale directe et qui était son principal partenaire commercial, et sur la Russie qui voulait s'implanter en mer Rouge. Il put alors affronter les Italiens : la retentissante victoire d'Adwa, le 1^{er} mars 1896, fit de lui un héros national et établit clairement l'indépendance de l'Éthiopie.

Ménélik en profita pour asseoir la position de son pays sur le plan international : il signa avec l'Italie, la France et la Grande-Bretagne des traités qui reconnurent officiellement ses frontières. L'Éthiopie fut ainsi, jusqu'au milieu du XX^e siècle, le seul État indépendant d'Afrique – si l'on excepte le Liberia, l'Égypte et l'Afrique du Sud, qui ne l'étaient que nominalement – et c'est aussi le seul, aujourd'hui, dont les frontières sont issues de traités bilatéraux signés librement avec les grandes puissances et non d'un héritage colonial. C'est le principal titre de gloire de Ménélik, même si certains ont pu l'accuser d'avoir ainsi participé, lui-même, au dépeçage colonial.

Une nation centralisée

De cet État, internationalement reconnu, il restait à faire une nation. Elle existait incontestablement dans les limites de l'ancien royaume du haut plateau, de langue amharique ou *tigray* et de culture chrétienne ; encore fallait-il en assurer la cohésion politique qui avait si longtemps fait défaut. Mais elle restait à construire pour les territoires nouvellement conquis, c'est-à-dire toute la moitié sud de l'empire, peuplée surtout de populations parlant des langues couchitiques – et non sémitiques comme le nord – et pour une grande partie de religion musulmane, les Oromo étant les plus nombreux. Ménélik réussit assez bien ce que Théodore et Jean IV avaient échoué à faire : rassembler les terres du vieux royaume en soumettant les princes jusque là indociles ou rebelles et imposer un pouvoir fort et centralisé, quitte à laisser en place au besoin les représentants des vieilles dynasties, comme le *negus* Täklä Haymanot du Godjam, lorsqu'ils faisaient allégeance. Ailleurs, il établit rudement la domination *amhara* sur les provinces conquises, distribua les terres et les commandements à ses généraux, imposa l'amharique à la place des langues vernaculaires qui n'étaient pas admises dans l'administration et à l'école. Mais il agit avec souplesse, laissant en place les notables locaux ralliés, les *balabbat*, et confiant d'importantes responsabilités aux plus loyaux d'entre eux comme le *ras* Gobäna, un de ses plus fidèles généraux, qui était un Oromo.

L'ouverture au monde

Son habileté et son pragmatisme, Ménélik en fit preuve aussi dans ses rapports avec le monde occidental. Ayant écarté le danger de la colonisation, il ouvrit tout grand son pays aux étrangers, y compris aux missionnaires, mais ceux-ci plutôt dans les régions qui n'étaient pas dans la mouvance de l'église autocéphale éthiopienne. Il favorisa les investissements étrangers et le grand commerce et s'efforça d'introduire toutes les innovations techniques qui devaient faire de l'Éthiopie un pays moderne : le chemin de fer – la ligne Djibouti-Addis Abäba, le C.F.E., fut construite et gérée par les Français à partir de 1897 et arriva dans la capitale en 1917, ce qui explique que le français soit toujours la langue de cette ligne, restée unique, aujourd'hui en bien mauvais état, mais toujours en activité ; le télégraphe, le téléphone, l'électricité – du moins à Addis Abäba –, la poste, l'imprimerie, la banque...

Le symbole et le principal lieu de cette ouverture au monde est la nouvelle capitale, Addis Abäba, créée en 1887, où s'installèrent les ambassades des grands pays européens et la plupart des résidents étrangers. En fait, la modernisation était très limitée, la société éthiopienne restant fondamentalement inchangée, rurale et aristocratique. Mais Ménélik disposait désormais d'une puissance dont aucun empereur avant lui n'avait bénéficié et l'Éthiopie était entrée dans le circuit international des échanges diplomatiques et commerciaux. Cependant tout danger d'intervention extérieure n'était pas écarté comme le montra la signature en 1906, entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, d'un accord tripartite prévoyant un éventuel partage en zones d'influences, en cas de difficultés après la mort de Ménélik ce qui était faire fi bien légèrement de

l'indépendance officiellement reconnue.

Le court règne de Lidj Iyasu

La succession de Ménélik posait problème, en effet. N'ayant pas d'héritier direct, il choisit comme successeur, au risque de heurter l'église éthiopienne et les milieux conservateurs, son petit-fils, Lidj Iyasu dont le père, le ras Mikael, ancien chef du Wällo – province en majorité musulmane au nord du Choa – était un musulman converti qui avait épousé une fille de Ménélik. Les dernières années du règne de Ménélik, de 1908 à 1913 et le court règne de Lidj Iyasu (1913-1916) furent marqués par les intrigues de cour et les luttes de clan autour d'un vieil empereur malade puis d'un jeune héritier du trône au pouvoir contesté, qui ne fut finalement jamais couronné. Les chefs de l'église et de la noblesse choane reprochaient au très jeune empereur – il avait dix-sept ans à la mort de son grand-père – ses frasques de conduite, le choix de ses favoris qui se faisait à leur détriment – son père avait été nommé *negus* et exerçait l'essentiel du pouvoir – et surtout sa sympathie, réelle ou supposée, pour l'Islam. Il avait, par ses origines paternelles, des liens privilégiés avec les musulmans du Wällo et séjourna à plusieurs reprises dans les parties musulmanes de l'empire en pays afar et à Harar notamment. On l'accusa de s'être fait musulman, du moins dans son comportement – vêtement, nourriture, relations avec les femmes lors de ses voyages.

L'affaire se compliqua du fait de la situation internationale. Les intrigues des représentants de la Turquie et de l'Allemagne, pour s'assurer l'alliance de l'Éthiopie dans le conflit mondial, inquiétèrent les légations occidentales qui encouragèrent, en sous main, le complot ourdi contre lui par le parti choan, dirigé par le jeune Täfäri Makonnen, fils du prestigieux *ras* Makonnen, – cousin et favori de Ménélik, mort prématurément en 1905, avec la bénédiction du métropolite, le très conservateur *abunä* Matéwos. Lidj Iyasu fut renversé par une révolution de palais, en septembre 1916, alors qu'il séjournait à Harar. Après la défaite militaire de son père en novembre et une longue traque, il fut capturé et emprisonné.

Le conseil des notables désigna à sa place la fille de Ménélik, Zawditu, qui fut couronnée impératrice en grande pompe le 11 février 1917. Elle reconnut comme héritier du trône et lieutenant-général du royaume – *endärasé*, lieutenant, qu'on traduit en Europe par le terme un peu équivoque de « régent » – pour gouverner à sa place, le jeune Täfäri qui fut incontinent nommé du titre princier de *ras*. Une ère nouvelle commençait.

Que restait-il du bref règne de Lidj Iyasu ? Quelle importance, quelle signification accorder à cet épisode controversé, dont la mémoire fut complètement occultée au temps de Haylä Sellasé ? Simple interlude entre deux grands règnes, résultat de la politique incertaine d'un jeune homme imprudent ? Ou tentative hasardeuse pour imposer une nouvelle politique, une nouvelle conception de l'empire ? On a pu prêter, *a posteriori*, à Lidj Iyasu une vision, qu'il n'avait sans doute pas clairement, d'une Éthiopie pluraliste par opposition à la politique centralisatrice et intégrationniste de Ménélik et de Haylä Sellasé. Mais, du moins, la crise a-t-elle révélé les problèmes latents de l'empire qu'il importait d'affronter : notamment le rapport du pouvoir amhara et chrétien avec les régions périphériques et l'Islam, et la place de l'Éthiopie sur l'échiquier international. C'est à quoi va s'employer le *ras* Täfäri, dans un sens profondément différent de celui amorcé par Lidj Iyasu, en prolongeant et portant à son terme la politique de Ménélik.

Le début du très long règne d'Haylä Sellasé

Le règne de Zawditu (1916-1930) se confond avec celui de Haylä Sellasé, dont il n'est, en somme, que le prélude. Au début le jeune Täfäri, régent du royaume et héritier du trône, qui représentait un courant moderniste et réformateur, dut affirmer son pouvoir face au clan des anciens conseillers de Ménélik et des familiers de l'impératrice, réputée très pieuse et conservatrice. On lui laissa la gestion de la politique internationale qui n'intéressait guère la vieille garde : il y réussit si bien qu'il acquit un très grand prestige à l'étranger et en devint intouchable. La mort en 1926 des

deux plus grandes figures du parti traditionaliste, le ministre de la guerre Habtä Giyorgis et le métropolitain *abunä* Matéwos, lui laissa le champ libre. Il se fit couronner *negus* – roi – en 1928, puis empereur en 1930 après la mort de Zawditu. Haylä Sellasé était désormais le seul maître. Mais ce n'est pas une coupure décisive, c'est simplement l'aboutissement du processus commencé en 1916. C'est l'invasion italienne de 1935 qui marque un tournant décisif, une rupture dans l'histoire de l'Éthiopie contemporaine. La période 1916-1935 peut ainsi être considérée comme la première partie d'un très long règne qui devait durer jusqu'en 1974.

Une position internationale fragile

Ménélik avait introduit l'Éthiopie dans le concert des nations et il était parfaitement au fait des manœuvres diplomatiques, dont il avait habilement usé pour faire reconnaître l'indépendance de l'Éthiopie et le tracé de ses frontières en plein partage colonial. Mais pour préserver cet acquis, il fallait aller plus loin, car le traité tripartite de 1906 et les prétentions de l'Italie sur de futures compensations coloniales lors de son entrée en guerre en 1915, montraient la fragilité de la position internationale de l'Éthiopie. Elle n'avait pas été admise à la conférence de la paix et ne faisait pas partie de la S.D.N. qui ne comprenait que les nations occidentales. La demande d'admission que présenta Täfäri en 1923 était donc d'une grande audace, alors que l'Afrique et l'Asie étaient, pour la plus grande partie, sous le joug colonial. Il manœuvra habilement pour obtenir un vote favorable avant que l'Éthiopie ne soit condamnée pour la pratique de l'esclavage, qu'il promit solennellement d'abolir. L'Assemblée générale vota l'admission le 28 septembre 1923 : c'était une victoire considérable, la garantie de l'indépendance par l'application du principe de la sécurité collective, dans laquelle toutes les petites puissances mettaient leur espoir, bien à tort, on le saura plus tard.

Täfäri compléta ce succès par une tournée triomphale des principaux États européens en 1924. Il fut reçu partout comme un chef d'État et impressionna fortement ses interlocuteurs et la grande presse, par son indéniable prestance, même s'il n'obtint pas beaucoup de résultats concrets. Il avait, par exemple, espéré des concessions de la France à Djibouti pour obtenir un accès à la mer, mais ce fut en vain.

Des hommes de confiance...

Conforté par ce succès, il put commencer à entreprendre les grandes réformes qu'il envisageait à l'intérieur, en commençant par l'abolition de l'esclavage qu'il avait promise et qui fut imposée, non sans difficultés, par un décret de 1924, complété par d'autres décrets en 1931 et 1942. Il mit à l'écart les principaux chefs des grandes familles provinciales qui faisaient obstacle à son pouvoir : le *ras* Balcha, ancien général de Ménélik et gouverneur du Sidamo, arrogant et récalcitrant, fut arrêté et emprisonné en 1928 ; le *ras* Gugsä, gouverneur du Bégämeder dans l'Éthiopie centrale, convaincu de rébellion, fut vaincu et tué en 1930 ; le *ras* Haylu, gouverneur du Godjam, qui avait soutenu une tentative d'évasion de son gendre, l'ex-empereur Lidj Iyasu, fut arrêté, condamné à mort, puis gracié et emprisonné en 1931. Il put alors renforcer le pouvoir central en plaçant à la tête des provinces et des nouveaux départements ministériels des hommes de confiance, issus de la grande aristocratie mais loyaux – comme ses cousins le *ras* Kasa et le *ras* Emmeru – ou des hommes nouveaux qui lui devaient tout, comme le *blatta* Heruy, ministre des Affaires étrangères en 1930.

...pour des réformes souvent symboliques

Les grandes réformes, qui jalonnent la création d'un État moderne et fort, vinrent après le couronnement. Celui-ci, célébré le 2 novembre 1930, apparaît d'une manière éclatante comme le symbole de l'Éthiopie nouvelle en associant le faste de la tradition monarchique avec les marques de la modernité. On avait, par exemple, hâtivement et habilement rénové la capitale pour lui donner les apparences d'une ville moderne. La nouveauté la plus importante, au moins

symboliquement, c'est, en 1931, l'octroi d'une Constitution qui apparut comme le signe d'un ralliement significatif au modèle occidental en prévoyant l'établissement d'un système constitutionnel et parlementaire. Le modèle en était la constitution japonaise, car le Japon représentait pour les modernisateurs – on les a parfois nommés les « japoniseurs » – l'exemple même de la rénovation d'une vieille monarchie et de la réussite d'un pays non-occidental. Le texte n'était, en vérité, pas très hardi : il établissait, certes, un Parlement mais celui-ci n'était pas élu et n'avait aucun pouvoir. Cependant c'était l'affirmation d'un pouvoir centralisé et rénové face à la tradition aristocratique des privilèges particuliers. En maintenant le caractère sacré du souverain et en affirmant la supériorité du pouvoir royal au détriment des princes, elle renforçait surtout la monarchie, jetant les bases d'un État unifié, encore hypothétique.

Vont dans le même sens : la publication, en 1932, d'un code pénal écrit d'inspiration occidentale, pour remplacer l'ancien code religieux tout à fait inadapté et un droit coutumier disparate ; la mise en place d'une administration centrale modernisée avec l'aide de conseillers étrangers ; la création d'une armée nationale moderne pour remplacer progressivement les armées princières ; le développement de l'enseignement et l'envoi d'étudiants dans les universités étrangères pour former les nouvelles élites. Sur le plan économique, c'est l'ouverture plus large aux entreprises étrangères et le progrès des cultures de plantation, notamment du café, qui devint le principal produit d'exportation. Mais le développement restait limité et les innovations techniques ne dépassaient pas Addis Abäba et quelques capitales régionales à l'aspect encore largement villageois.

L'invasion par les troupes de Mussolini

Cet élan fut brisé net par la guerre. Dès 1932, Mussolini prépara l'invasion et la colonisation de l'Éthiopie. Il cherchait l'incident : il le trouva fin 1934 à la frontière somalienne, mal contrôlée. Après un long suspens diplomatique pendant lequel la S.D.N. montra son impuissance et les nations occidentales leur faiblesse devant la montée des périls, l'Éthiopie, abandonnée par la communauté internationale, fut envahie le 3 octobre 1935 par des forces très supérieures en nombre et en armement. La guerre dura jusqu'en juillet 1936, mais la résistance ne cessa jamais, spécialement dans les zones montagneuses. L'empereur avait quitté le pays le 2 mai pour aller chercher du secours en Europe. Son discours, dramatique et prophétique, devant l'Assemblée générale de la S.D.N. fit une forte impression, mais il n'obtint rien. L'Italie intégra l'Éthiopie dans une vaste colonie d'Afrique Orientale (A.O.I.) avec l'Erythrée agrandie et la Somalie, procédant à un redécoupage territorial qui entendait casser la puissance du Choa, rayé de la carte, en privilégiant les régions périphériques et les populations non-amhara, oromo et musulmans principalement. L'exact opposé de la politique unificatrice et centralisatrice de Ménélik et de Haylä Sellasé.

Libération, décolonisation et indépendance

L'empereur revint de son exil en Angleterre, pour préparer, à Khartoum, la reconquête de son pays avec les troupes britanniques. Il rentra dans la capitale, libérée par le général Cunningham, cinq ans jour pour jour après l'occupation, le 5 mai 1941. C'était la première victoire des Alliés dans la seconde guerre mondiale. En même temps, la libération des colonies italiennes posait, pour la première fois, le problème de la décolonisation : le sort de l'Erythrée et de la Somalie furent remis, après guerre, entre les mains de l'O.N.U., alors que l'Éthiopie était rétablie dans ses frontières dès 1942. Pour l'Éthiopie c'était une victoire décisive, la reconnaissance définitive de son indépendance qu'il ne sera désormais plus question de contester. La guerre d'Éthiopie s'inscrit aussi dans le cadre des événements majeurs de l'histoire contemporaine : première grande entorse au principe de la sécurité collective et première entreprise des puissances de l'Axe avant la guerre d'Espagne et l'Anschluss, qui fut aussi leur première défaite. Haylä Sellasé, résistant de la première heure, en tira un grand prestige.

Après guerre, l'Éthiopie, pays indépendant alors que la presque totalité de l'Afrique était encore colonisée, apparut comme une puissance phare dans le tiers monde. La signature de la charte de

l'O.U.A., l'Organisation de l'unité africaine, en 1963 fit d'Addis Abäba une sorte de capitale de l'Afrique et Haylä Sellasé devint une figure emblématique de la décolonisation, vénérée religieusement par les *rastafariens*, en même temps qu'un des principaux dirigeants du groupe des non-alignés, bien que l'Éthiopie fût un fidèle allié des États-Unis et leur base stratégique en mer Rouge. L'influence américaine se fit particulièrement sentir dans les milieux dirigeants pour lesquels l'anglais remplaça dès lors le français comme langue véhiculaire dominante.

Renforcer le pouvoir central...

Sur le plan intérieur, Haylä Sellasé continua après guerre la réforme du gouvernement et de l'administration, qui, sous couvert de modernisation, consista surtout à renforcer le pouvoir central. La Constitution de 1955, beaucoup plus longue et plus précise que celle de 1931, établit surtout les prérogatives et les pouvoirs de l'empereur, dont la légitimité dynastique et l'origine salomonide étaient réaffirmées, mais elle établit aussi un véritable système représentatif, bien que le Parlement n'ait pas un véritable pouvoir. Les principales nouveautés furent le développement du Conseil des Ministres, organisé formellement en tant que tel en 1943, et la charge de Premier ministre ; à partir de la fin des années cinquante, celui-ci devint le principal coordinateur et exécutant de la politique impériale. Le personnel politique fut renouvelé au détriment des grandes familles, honorées et comblées de faveurs mais écartées des principales charges, et au profit d'une nouvelle élite formée à l'occidentale et dont on attendait la fidélité parce qu'elle devait tout à l'empereur. Le type même en est le fidèle Aklilu Habtä Wäld, premier ministre de 1961 à 1974.

La réorganisation de l'administration provinciale a le même but : renforcer le pouvoir central. Un nouveau découpage des provinces, la nomination de gouverneurs et de fonctionnaires dociles, la création d'un système fiscal centralisé contrôlé par le ministère des Finances, le développement d'une législation commune, tout tend à renforcer l'unité du pays et le pouvoir du gouvernement au détriment des pouvoirs et des particularismes locaux.

...face aux particularismes régionaux

Cette politique unitaire traduisait le refus obstiné de prendre en considération la diversité du pays : ethnique, linguistique, culturelle, historique. L'amharique était la seule langue utilisée dans l'administration et l'enseignement, en dehors de l'enseignement religieux traditionnel qui ne dépendait pas de l'État. Le gouvernement réprimait durement toute tentative d'expression du particularisme régional, et toute opposition dans les provinces qui apparaissaient comme l'expression d'un projet séparatiste, même s'il s'agissait, le plus fréquemment, de révoltes anti-fiscales. Le cas le plus flagrant fut le sort de l'Érythrée. Après de longues discussions entre les quatre Grands, puis aux Nations Unies et après consultation des populations, ce qui était une nouveauté, l'O.N.U. avait adopté en 1950 un statut fédéral, qui fut mis en application en septembre 1952. Il prévoyait une fédération entre l'ancienne colonie italienne qui avait été pourvue d'une constitution et d'institutions démocratiques et l'autocratique empire d'Éthiopie, sous la houlette de l'empereur. La disproportion était flagrante et le système n'aurait pu fonctionner que dans le cadre d'une transformation de l'empire éthiopien en un empire fédératif. C'est le contraire qui se passa : le statut ne fut pas appliqué loyalement, les nationalistes érythréens furent sévèrement pourchassés ; finalement, l'Érythrée fut annexée, purement et simplement, en 1961. L'insurrection avait, d'ailleurs, commencé quelques mois auparavant et la guerre d'Érythrée allait être la plaie inguérissable du régime.

Misère, famine...

Cet aveuglement face à la question nationale avait son équivalent dans le domaine social. La modernisation économique, indéniable, ne touchait qu'un secteur limité de la population. La société éthiopienne restait une société rurale inégalitaire et oppressive, où le poids des impôts et des prélèvements – pour le propriétaire, pour l'église, pour l'État – était souvent insupportable.

Ainsi en était-il particulièrement dans les périodes de sécheresse et de disette qui étaient récurrentes dans de nombreuses régions, surtout au centre et au nord du pays où les précipitations sont incertaines. Haylä Sellasé ne sut ni voir ni prévenir les conséquences d'une telle misère, qui portait atteinte à l'image respectable du régime. Aussi s'efforça-t-il de cacher l'ampleur du désastre lorsque la grande famine de 1973 fut révélée par la presse internationale. Ce fut un coup fatal pour le régime.

...et agitation estudiantine...

Il ne vit pas non plus, ou ne comprit pas, le développement de l'agitation politique à l'université. Créée en 1961 – mais amorcée dès 1950 – elle devait être le creuset des nouvelles élites. Elle devint, face à l'immobilisme du régime, le principal lieu de la contestation, où pouvaient s'exprimer tous les courants politiques : marxistes de diverses obédiences, nationalistes et dissidents. C'est là que se forgèrent les futurs idéologues de la révolution. Depuis le coup d'État manqué de 1960, Haylä Sellasé s'était enfermé dans une pratique de plus en plus solitaire du pouvoir, favorisée par un entourage trop docile. Il ne comprit donc ni la misère populaire, ni l'agitation étudiante, ni les aspirations nationalistes, ni le mécontentement des cadres de l'armée.

...entraînent la chute du régime

Et c'est de là que partit, en février 1974, une révolution qui allait emporter le régime en quelques mois. L'empereur fut déposé en septembre, emprisonné et liquidé secrètement en 1975. L'Éthiopie bascula alors dans la violence et la dictature militaire. Le pays était, ainsi, entré dans une nouvelle période de turbulence et d'incertitudes dont il n'est pas encore tout à fait sorti, malgré la chute de la dictature militaire en 1991 et la fin de la guerre d'Erythrée en 1993. La nation éthiopienne est toujours en sursis.

Michel Perret

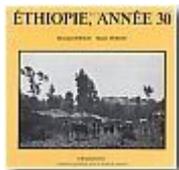
Avril 2002

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

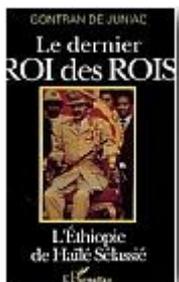
Bibliographie



Histoire de l'Éthiopie, d'Axoum à la Révolution
Berhanou Abebe
Maisonneuve et Larose, Paris, 1998



Éthiopie, année 30
Bertrand Hirsch et Michel Perret
L'Harmattan, Paris, 1989



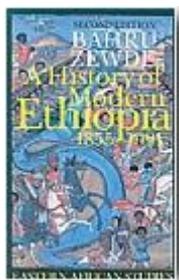
Le dernier roi des rois
Gontran de Juniac
L'Harmattan, Paris, 2000



La guerre d'Éthiopie et l'opinion mondiale, 1934-1941. Actes du
Colloque de l'INALCO
Sous la direction de Denise Eeckaute et Michel Perret
Inalco, Paris, 1986



Chronique du règne de Ménélik II, roi des rois d'Éthiopie
Guébré Sellassié
Maisonneuve frères, Paris, 1931



A History of Modern Ethiopia : 1855-1974
Bahru Zewde
James Currey, London, 1991